

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1572. – MÉTALLURGIE**

**(Charente)**

**(12 décembre 1989)**

*(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)*

(Étendue par arrêté du 29 octobre 1990,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1990)

**ACCORD DU 3 JUILLET 2017**

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ET À LA VALEUR DU POINT**

**POUR L'ANNÉE 2017**

NOR : ASET1750813M

IDCC : 1572

Entre

UIMM Charente

D'une part, et

CFDT métallurgie

FO métaux

CFE-CGC métallurgie

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Taux effectifs garantis**

Les taux effectifs garantis annuels tels que définis par le précédent accord signé le 25 novembre 2016 (étendu par arrêté du 21 février 2017, publié au *Journal officiel* le 1<sup>er</sup> mars 2017), sont fixés pour l'année 2017 comme suit et seront adaptés à l'horaire collectif en vigueur dans l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

*(En euros.)*

COEFFICIENT	TEG ANNUEL (151,67 heures pour l'année 2017)
140	17 764
145	17 785
155	17 801
170	17 897
180	17 950
190	18 006

COEFFICIENT	TEG ANNUEL (151,67 heures pour l'année 2017)
215	18282
225	19084
240	19912
255	21020
270	21795
285	22978
305	24772
335	26203
365	28863
395	30420

Valeur du point : 5,28 €.

### **Salaires minima conventionnels**

Ces salaires minima conventionnels déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective de la Charente.

À compter de la date d'extension du présent accord, la valeur du point est fixée à 5,28 € (pour 151,67 heures) cette valeur étant portée en application de l'avenant du 14 octobre 1983 (cf. page 74 de la convention collective départementale) à :

- 5,54 € pour le personnel ouvrier ;
- 5,65 € pour la maîtrise d'atelier.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989, dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29 octobre 1990, paru au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1990.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Angoulême, le 3 juillet 2017.

(Suivent les signatures.)